

REPARTONS À L'ASSAUT DU CIEL



Lutter contre la loi travail c'est lutter contre une chose qui nous est imposée. C'est faire l'expérience directe de notre capacité à agir et à décider. A partir du moment où l'on lutte contre un pouvoir on exerce de fait un pouvoir. Un « pouvoir de » et non un « pouvoir sur » tel que celui d'un Etat, d'un patron, actionnaire ... Cela revient à dire que la simple lutte contre une loi comprend en son sein, le refus de ce qu'on entend nous imposer et donc la volonté de notre émancipation. Lutter contre la loi travail, c'est aussi lutter contre son monde, qui nous veut isolé-e-s, exploité-e-s et spectateur-trice-s de nos propres oppressions. C'est faire collectivement usage d'une autonomie politique.

C'est pour cela qu'il est nécessaire de nous poser la question de nos modes d'organisation, des formes que prennent l'expression de notre pouvoir. Comment espérer « changer les choses » en luttant uniquement avec des méthodes et au sein d'organisations qui ont prouvé depuis des décennies qu'elles n'étaient là que pour négocier l'aménagement du monde capitaliste ? Ou en en reprenant tous les travers et leurs lots de rapports humain sclérosés, d'ennui, d'aliénation et de frustration, qui ne mènent qu'à la reproduction de toute la merde qui nous use quotidiennement ? Quoi de plus absurde que se révolter contre une chose, pour, finalement recréer, dans nos pratiques, ce qui la rendait révoltante ? Critiquer l'image de quoi que ce soit sans en comprendre la structure réelle et les rapports qu'elle induit, c'est ré-aboutir au même résultat. Plus les choses changent, plus elles restent les mêmes ...

La lutte contre la loi travail est une amorce d'une remise en cause plus générale du travail. Nous feront pas l'économie d'une critique radicale de la société ni de nos modes d'organisation. S'organiser a la base c'est faire l'expérience du pouvoir politique direct, c'est entrevoir le monde que nous pourrions gagner.



L'autonomie politique ne peut exister que si elle est l'expression directe du pouvoir de chacun-e sous une forme collective et égalitaire. Elle est de fait, en opposition au capitalisme et à l'État, qui sont sa négation même.

L'État, ne peut accepter l'existence d'un pouvoir exercé directement par celles et ceux qu'il gouverne, il cherche donc à le neutraliser. Pour cela, il tente à la fois de récupérer, contrôler ou détruire ses différentes composantes. Dans le cas de la lutte contre la loi travail, le gouvernement a d'abord tenté de contrôler le mouvement en proposant une modification de la loi. Mais le retrait total et sans condition de la loi étant un objectif partagé par une grande partie du mouvement, le contrôle souhaité s'est retrouvé relativement réduit, l'État a donc d'avantage utilisé la répression , qui s'est basée sur plusieurs méthodes complémentaires.

- L' usage de la force pour empêcher les manifestations et même l'organisation du mouvement de manière physique et directe

- La surveillance, le fichage, les assignations à résidence, interdictions de manifestation ou de territoire, facilités par l'état d'urgence.

- L'action psychologique : Elle vise, selon les termes de ses théoriciens, à « conquérir les cœurs et les esprits ». L'action psychologique agit sur la culture et les ressentis d'une population donnée qu'elle cherche à conditionner. Pour cela elle utilise ou crée des concepts qu'elle plaque sur la réalité afin de créer un corps sur lequel agir. L'idée de « psyché collective » en est un exemple. Un des résultats de cette action sur une population, peut notamment être de faire croire à ses membres divers qu'elles partagent une « opinion publique ». Il nous donne l'illusion qu'une idée ou un sentiment qui est produit de l'extérieur émane de nos cerveaux.



L'action psychologique, technique de guerre, partage de nombreuses caractéristiques avec la publicité, la « communication » ou un certain type de propagande. Étant d'un usage militaire, elle prend également d'autres formes qui sont adaptées, entre autres, à la répression d'un mouvement social :

- La justice, machine de peur, qui distribue des peines exemplaires (prison, amendes...) pour décourager ou briser les personnes directement visées. Et, puisque qu'elle est souvent infligée à des personnes prises au hasard dans les manifs ou les actions, à faire planer une menace sur tous-tes.

- L' utilisation de certaines méthodes de guerre et de maintien de l'ordre comme le terrorisme, notamment en utilisant des armes visant à mutiler certaines personnes au hasard (flashball, grenades de désencerclement ...), en réhabilitant des unités de sinistres mémoire comme les voltigeurs pour répandre un sentiment de peur et de menace dans la population visée.

- L'intoxication, par l'utilisation des médias diffusant continuellement des discours visant à minorer, diaboliser, dépolitiser, ainsi que diviser le mouvement. La création de figures fantasmatiques comme « le casseur » sert notamment à opposer dans la « psyché collective » des pratiques de luttes qui n'ont, en réalité, rien de contradictoires. Ces pratiques diverses sont même absolument nécessaires à l'existence et la force d'un mouvement, c'est bien évidemment pourquoi le pouvoir et ses auxiliaires journalistes cherchent continuellement à les opposer.



En parallèle de cette répression, l'État ouvre aussi des négociations avec ses partenaires sociaux et autres Co-Gestionnaires du Travail, ce qui lui permet de marquer d'autant plus la différence entre la part de contestation acceptable et celle qui ne l'est pas, c'est à dire d'isoler d'un côté la frange la plus combative du mouvement et de l'autre négocier avec ses co-gestionnaires. Pour affaiblir un adversaire, c'est une méthode vieille comme le monde.

L'existence d'un État nous prive de notre capacité à décider et à agir, de notre pouvoir donc de notre liberté. Il nous gouverne donc nous réprime. Il est inconcevable pour cette machine que nous exprimions notre volonté propre, directe, en dehors de ses mécanismes. Entre autres méthodes de contrôle, l'État nous envoie ses chiens policiers, qui nous enferment et nous mutilent, en d'autres circonstance il pourrait tout aussi bien nous massacrer en masse, balancer certains d'entre nous dans la mer, les pieds dans du ciment, organiser des élections ...

Cela se passe toujours ainsi entre un souverain et un sujet, entre un-e dominant-e et un-e dominé-e. Si il y a volonté de libération, il n'y a pas de « réforme », pas « d'aménagement » pas d' « entente » possible à long terme. Il n'y a que des compensations psychologiques illusoire, des arnaques ou de la violence à attendre.

La liberté n'est pas une chose qui se négocie avec un maître. La liberté c'est quand le maître n'existe pas. Nous ne pouvons espérer avoir qu'un simulacre de contrôle sur ce qui nous gouverne. Ce qui nous contrôle, justement. Pour nous préserver de la violence de l'État et de ses chiens, il nous faut les vaincre ou baisser la tête. Voulons nous la baisser ?



La répression nous place dans une position défensive. Une des caractéristiques fondamentales de la défensive est qu'elle permet la contre attaque.

Bien que cette loi travail soit une réelle offensive du capital, elle est portée par un gouvernement et un système politique qui battent clairement de l'aile et se retrouvent dans une mauvaise position de repli mêlée de fuite en avant.

Une odeur de panique se dégage de la violence maladroite que l'État déchaîne contre sa population, des absurdes diarrhées journalistiques mitraillées dans tous les sens, des clowneries gouvernement /centrales syndicales qui n'abusent ni n'amuse plus grand monde ... L'État, sa démocratie et leurs satellites montrent clairement des faiblesses tant dans leur capacité directe de contrôle et de gestion que dans les mythes et discours politiques qui les légitiment dans la culture et l'imaginaire collectif. Ce sont des faiblesses dans les barreaux de nos cages.

Il est clair que nous vivons une période historique d'intenses tensions économiques, politiques et sociales. Le propre de ces types de moments est qu'ils se posent comme des points charnières où des forces diverses (sociales, idéologiques ...) s'affrontent pour avoir l'ascendant sur ce qui sortira de la crise.

Alors que ce mouvement de lutte voit la ré-émergence de forces sociales porteuses d'un élan émancipateur, des volontés réactionnaires, voir néo-fascistes sont aussi à l'œuvre en cette période instable. Depuis de nombreuses années leurs idées nauséabondes se déversent. Pour que le changement qui émanera de cette période ne soit pas une sombre parenthèse brune remettant le capital à flots dans notre sang, n'oublions pas qui sont nos ennemis.



Faisons en sorte que ces religieux, flics, geôliers, oppresseurs de toutes sortes et leurs bailleurs de fonds, les capitalistes, disparaissent avec leur vieux monde. Et laissent place à celui que nous gagnerons, et dont la forme dépend de nous. Nous avons les cartes en main.

Organisons nous partout : dans les quartiers, les boites, les villages... pour lutter à la base contre ce qui nous opprime et nous aliène. Transformons cette société en un vaste réseau de collectifs de base en lutte, dont, seule la coordination pourra affronter et détruire les forces qui veulent nous exploiter, nous gouverner. Enterrons ce vieux monde dégueulasse, son capitalisme, ses classes, ses États et hiérarchies, ses genres ...

Prenons toutes et tous le pouvoir !

Autonomie politique, Révolution !



Juin 2016